

Médiarchie

Pierre Bréchon

▶ **To cite this version:**

Pierre Bréchon. Médiarchie. 2017. halshs-01699631

HAL Id: halshs-01699631
https://shs.hal.science/halshs-01699631

Submitted on 2 Feb 2018

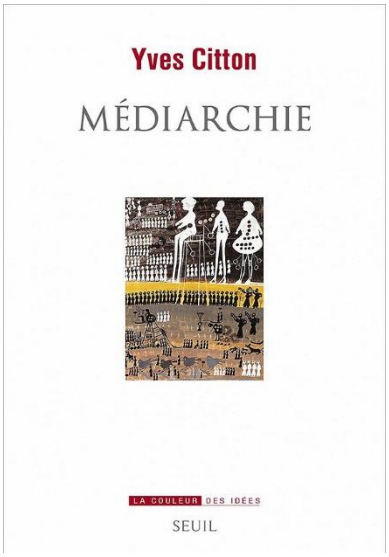
HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Médiarchie

Par BRÉCHON Pierre

Futuribles - 18 déc. 2017



CITTON Yves , « Médiarchie », Seuil, 2017.

Le titre le laisse entendre, la première phrase l'explicite : « Cet ouvrage propose une thèse qui peut tenir en une phrase : notre imaginaire commun nous fait croire que nous vivons dans des "démocraties", alors qu'un regard plus distant sur la réalité de nos régimes de pouvoir suggère que nous vivons dans des régimes de "médiarchie". » On est donc devant un essai politique interprétatif sur la nature de nos sociétés, dirigées par le quatrième pouvoir, celui des médias.

La thèse est loin d'être nouvelle : nous ne vivons pas dans un régime de pouvoir exercé par le peuple comme le prétend l'illusion démocratique, nous sommes en fait formatés par des médias de masse qui font de nous des publics préconditionnés. Il y a donc urgence à comprendre la vraie nature des systèmes médiatiques et à imaginer de nouvelles formes de fonctionnement et d'institutions politiques.

L'auteur organise le décryptage des univers médiarchiques en 14 chapitres et ses réflexions sur la politique en 10 « interludes » intercalés entre les chapitres. La réflexion est souvent brillante et très érudite, transdisciplinaire mais très généralisante, avec beaucoup de détours — souvent inutiles — et d'allusions savantes — trop savantes. Il multiplie les citations d'auteurs peu connus en France, de nombreuses références en notes de bas de page, une foison de néologismes dont le sens et la nécessité ne sont pas toujours évidents, mais qui montrent combien Yves Citton, professeur de littérature, aime jouer avec les mots et avec leurs multiples connotations, dans une certaine anarchie de la construction. Et hélas, l'auteur se méfie des analyses empiriques « par surréaction à une certaine platitude inhérente à toute approche positiviste » (p. 20). Du coup, il affirme beaucoup sans jamais démontrer.

Selon lui, le pouvoir des médias ne repose pas sur une direction par un tyran mais est le fruit d'une structure oligarchique où les concentrations des organes médiatiques s'articulent avec

d'autres pouvoirs forts, au sein d'un « complexe médiatico-financiaro-militaro-nucléaro-industriel » (p. 51), ce qui est compatible avec une certaine diversité médiatique dans des sociétés elles-mêmes culturellement hétérogènes. Les effets néfastes des médias de masse tiennent à trois poisons :

— La sélection des sujets traités n'est pas neutre et s'explique — semble-t-il — par les perceptions des attentes du public, mais aussi en fonction de circonstances particulières qui contribuent à la mise sur agenda d'un problème qui résonne fortement dans l'opinion publique.

— Le cadrage des faits est orienté selon les stéréotypes sociaux ; et les médias ont besoin de sentiments et de passions pour mobiliser et transmettre des informations au détriment d'analyses plus approfondies, comme le montrent les campagnes électorales où la personnalisation et la joute compétitive l'emportent sur la présentation des programmes.

— Les déterminants sociaux des actes individuels ne seraient jamais explicités par des médias beaucoup trop superficiels et anesthésiants.

L'auteur n'adhère pas aux théories conspirationnistes considérant les journalistes comme des manipulateurs imposant leurs vues à un public inerte. Si les populismes de droite fleurissent, ce serait parce que le sentiment d'insécurité nourrit les peurs et les réactions de rejet de l'autre. Ces peurs sont seulement renforcées par les médias qui ont besoin de générer de l'audience. L'auteur plaide pour un militantisme journalistique qui éduque le peuple et l'éclaire, au lieu de le maintenir dans ses bas instincts.

La fonction première des médias de masse est de « synchroniser nos croyances et nos désirs » (p. 151), ils ont des « effets de coagulation » (p. 153) en alignant les opinions des individus autour de quelques slogans et figures de la politique. Plutôt qu'informer, les médias sensibilisent à des problèmes, ils nous font « partager certaines irritations » (p. 156), ouvrent les débats autour de ces questions, ils en simplifient la complexité. C'est au fond une analyse très classique : les médias, tout comme les partis politiques et les défenseurs de causes, structurent l'opinion publique. Mais l'auteur va parfois trop loin : il laisse ainsi entendre que les médias de masse tendent à faire exister la réalité : « Contrairement à la fonte des glaciers, les attentats n'existent pas indépendamment de la couverture médiatique qu'ils reçoivent » (p. 172).

Un pouvoir progressiste devrait adopter une profonde transformation du système médiatique avec une triple « décolonisation » : par rapport à la publicité qui asservit le consommateur, en maintenant une diversité culturelle menacée, en stimulant l'esprit du téléspectateur au lieu de simplement l'occuper. Pour cela, il faut que le consommateur ne cherche plus le plus bas prix pour son information mais accepte de financer les médias pour éviter qu'ils ne soient dépendants de la manne publicitaire, la publicité constituant « une dynamique contraire à notre bien commun » (p. 341). Il propose l'instauration d'une taxe très substantielle sur les dépenses publicitaires, consacrée à financer des médias alternatifs, à maximiser la diversité et des biens culturels créatifs, qui privilégient les courants minoritaires. Les médias publics devraient être autogérés par les collectifs de journalistes. Ce qui devrait permettre de sortir du pouvoir du capitalisme financier qui sape la diversité culturelle dans les médias et de sortir du dirigisme d'État à leur égard.

La fin de l'ouvrage est consacrée à la révolution numérique. L'auteur part en guerre contre la marchandisation des données recueillies par les plates-formes planétaires de l'ère numérique, qui en font une source de profit alors qu'elles devraient être un bien commun puisque chacun contribue à les alimenter. Il souligne l'importance des *softwares* qui, à l'ère numérique, conditionnent nos modes de pensée. Leur *design* est donc un enjeu de pouvoir dont le citoyen doit se préoccuper. La remise en cause de la domination des grands médias numériques peut passer par différentes formes de *hacking*, incarnant une nouvelle lutte des classes. L'auteur croit en la force des transformations très progressives par les marges innovantes, par exemple à travers le *street art*, pour faire bouger les représentations majoritaires.

Au fond, Yves Citton considère les individus comme aliénés par des déterminismes structurels, qu'ils soient économiques, institutionnels ou idéologiques. Le *vulgum pecus* aurait du mal à élever sa conscience au niveau de celle de l'intellectuel. Il ne croit pas aux capacités de résistance des citoyens face aux idées reçues, la plupart étant victimes de la domination capitaliste et mercantile. Seuls les penseurs, les militants critiques et les artistes des marges échapperaient à l'aliénation. Avec un jargon très académique, cet ouvrage développe en fait une analyse très politique, et assez élitiste.